

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** - (2007)  
**Heft:** 1753

**Artikel:** Urs Schwaller recadre l'élection du Conseil fédéral : ne peut pas être dedans qui n'accepte pas la sauvegarde de nos relations bilatérales avec l'Union européenne  
**Autor:** Gavillet, André  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1024466>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 29.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Urs Schwaller recadre l'élection du Conseil fédéral

*Ne peut pas être dedans qui n'accepte pas la sauvegarde de nos relations bilatérales avec l'Union européenne*

André Gavillet (28 octobre 2007)

Le Conseil fédéral est élu, faut-il vous l'apprendre, pour quatre ans. Mandat renouvelable. Au terme de la législature, les conseillers fédéraux sont donc sortants et, s'ils souhaitent être reconduits, postulants. Ils devraient en conséquence définir leurs options, leurs choix politiques, éventuellement les défendre devant les groupes de l'Assemblée fédérale. Entre le ministre qui arrive au terme de sa légitimité temporelle et le ministre qui souhaite être réélu, s'insère démocratiquement le candidat. Pas en Suisse! Le conseiller fédéral se succède à lui-même, sans interstice, se soumettant, contre son gré, à un scrutin dont le score est plus une expression d'humeur des votants qu'une évaluation et un choix politique.

L'intrusion de Christoph Blocher dans le jeu de quilles fédéral bouscule ce protocole feutré. L'homme est trop avide de pouvoir personnel, trop désireux d'exploiter le succès électoral de son parti, trop soucieux de laisser de son passage une trace historique, pour qu'on le reconduise sans examen préalable, à l'ancienneté. Et même, si l'on fait abstraction de l'homme, le programme de son parti et le cynisme des procédés de sa propagande sont-ils compatibles avec les autres partis associés au gouvernement? Ne pas s'en assurer serait contraire au

principe élémentaire de précaution politique.

Ce cadrage, Urs Schwaller en a pris l'initiative (voir son interview dans *L'Hebdo*, 25.10.2007). Il est pour ce faire qualifié, comme président du groupe parlementaire du PDC, et comme parlementaire dont l'autorité est reconnue dans un cercle large et non partisan.

Urs Schwaller a retenu quatre positions sur lesquelles les partis gouvernementaux ou à prétention gouvernementale sont invités à se déterminer. En tête de liste sont inscrites nos relations avec l'Union européenne, qui seront mises à l'épreuve en 2009, où nous aurons à confirmer la libre circulation des personnes et son extension à la Bulgarie et à la Roumanie. Point 2, la consolidation de la sécurité sociale, et notamment celle de l'AI, même si elle réclame des ressources supplémentaires. Point 3, la fiscalité, pas d'augmentation des impôts, favoriser la famille et les PME, simplifier la TVA. Point 4, le budget; obligation de l'équilibrer.

Nous avons tenté dans *Domaine Public* le même exercice, et retenu nos relations avec l'UE et le financement de la sécurité sociale. Ce recouplement est significatif. Ce sont des priorités d'intérêt national, qui

dépassent les choix partisans. En revanche, les choix fiscaux appartiennent plus à la programmation des partis. Si toute hausse est exclue, le parti socialiste sera amené à s'opposer à toutes baisses massives, comme celles qui ont été présentées dans le débat au Conseil national (baisse de la TVA, réduction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés). Une diminution forte des recettes, combinée avec le frein aux dépenses, aboutirait à un affaiblissement de l'Etat, devenant anémique comme le souhaite l'UDC.

Si l'on fait la part des différences naturelles, qui opposent la gauche et la droite dans des limites qui doivent impérativement rester compatibles avec l'esprit de concordance, il est un point qui ne souffre pas de discussion: la confirmation des accords bilatéraux. Là, pas d'échappatoire. C'est oui ou non. Qui choisit le non se met en marge des responsabilités communes. Il n'a pas sa place au Conseil fédéral. Christoph Blocher a obtenu son siège de conseiller fédéral par le chantage: «*Si je ne suis pas dedans, je serai plus dangereux dehors*». Au chantage doit répondre la mise en condition: «*Ne peut pas être dedans qui n'accepte pas la sauvegarde de nos relations bilatérales avec l'Union européenne*».

Urs Schwaller et le PDC ont pris l'initiative de rompre la

reconduction muette des sept sortants. Sont posées les bonnes questions, ouvertement. Elles sont une

restauration de la politique à l'opposé des arrière-pensées et des intrigues de coulisse.

La balle est maintenant dans le camp des autres partis, y compris les verts. A suivre. A suivre de très près.

## Pour une gauche crédible et efficace *Les socialistes peuvent et doivent se ressaisir*

Jean-Daniel Delley (27 octobre 2007)

Pour un parti qui ambitionnait de ravir à l'UDC la première place sur l'échiquier politique suisse, le réveil est douloureux. Après la sévère défaite de dimanche dernier, les socialistes s'interrogent: qu'avons-nous fait faux pour obtenir de si mauvais résultats? Déficit d'image et lacunes dans la communication? Manque de moyens financiers pour faire face à la déferlante publicitaire des conservateurs nationalistes? Faiblesse de l'organisation et présence insuffisante sur le terrain? Chacun de ces facteurs a pu jouer un rôle, qu'il est d'ailleurs difficile d'évaluer.

Les socialistes helvétiques ne sont pas seuls en difficulté. C'est la social-démocratie européenne tout entière qui est en crise, après avoir dominé le paysage politique du continent à la fin du siècle passé. Dans un contexte de mondialisation et un climat social marqué par l'inquiétude quant à l'avenir, son message ne passe plus. Alors que les socialistes ont trop longtemps minimisé voire ignoré ces peurs diffuses – immigration, incivilités, violences notamment – des leaders populistes ont su les instrumentaliser à leur profit.

En Suisse, le conflit latent entre traditionalistes et modernistes va sans doute s'exacerber. Déjà les socialistes romands, forts de leurs moindres pertes, reprochent à leurs camarades alémaniques de ne s'intéresser qu'à un électorat urbain et branché. Retour donc à l'électorat salarié et priorité aux thèmes sociaux et économiques, conseille le syndicaliste fribourgeois Christian Levrat. Certains même n'hésitent pas à prôner un coup de barre à gauche que devrait traduire un programme plus radical. A quoi la Bernoise Simonetta Sommaruga, brillamment réélue au Conseil des Etats, rétorque qu'il ne faut pas oublier les consommateurs et les thèmes de société – écologie, violence. Et surtout ne pas craindre de collaborer à des solutions de compromis avec les forces réformistes des partis bourgeois.

Les termes du débat sont mal posés. Il y a longtemps que le parti socialiste n'est plus le représentant d'une classe ouvrière qu'il serait bien difficile de définir aujourd'hui. Parti populaire, il a vocation de s'adresser à un large éventail de la population. Les salariés, qui sont aussi des

consommateurs, constituent d'ailleurs l'écrasante majorité des actifs. Et pourquoi se limiter aux salariés et ne pas prendre en considération le monde de l'entreprise? La socialiste bâloise Anita Fetz, elle-même à la tête d'une petite entreprise de services, regrette le silence de la gauche à propos des PME, cette source d'innovation et d'emplois.

Les idéaux de justice sociale, de solidarité et d'égalité n'ont rien perdu de leur actualité. Encore faut-il les traduire de manière concrète et crédible. En matière sociale, par exemple, il ne suffit pas de prôner la résistance et la défense des acquis. L'antienne rabâchée du «*démantèlement des prestations*» ne porte plus, car si elle disait vrai, il ne resterait plus pierre sur pierre de la politique sociale. Sur l'âge de la retraite, le dossier de la flexibilité est ouvert. Que la gauche s'y engouffre plutôt que de s'accrocher à une baisse générale de la limite d'âge, contraire à la réalité démographique.

Sur la fiscalité, la demande va vers une simplification de l'imposition. La gauche doit prendre l'initiative en proposant la suppression des